

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20250217-lmc1367785-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : mercredi 19 février 2025
Date de publication : 19/02/2025

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 17 FÉVRIER 2025**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
15	0	1
OBJET DE LA DECISION N° 25/62 24TRAV13 - ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE DE TRAVAUX DE MISE EN ACCESSIBILITE DES QUAIS DE BUS DU RESEAU TRANSPORT EN COMMUN DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

ABSENT :

M. Jean-Louis MASSON.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/62

BUREAU DU 17 FÉVRIER 2025

**O B J E T : 24TRAV13 - ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE
DE TRAVAUX DE MISE EN ACCESSIBILITE DES QUAIS
DE BUS DU RESEAU TRANSPORT EN COMMUN DE LA
METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les articles L. 2124-2, R. 2124-2 1°, R. 2161-2 à R. 2161-5, L2125-1 1°,
R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la Commande
Publique,

VU le décret n° 2017/1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le procès-verbal de la Commission d'Appel d'Offres en date du 28 janvier 2025,

CONSIDERANT que la présente consultation concernant les travaux de mise en accessibilité des quais de bus du réseau transport en commun de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

CONSIDERANT que le montant des commandes pour la période initiale de l'accord cadre est défini comme suit:

Seuil minimum en HT	Seuil maximum en HT
500 000 €	3 333 333 €

CONSIDERANT qu'une consultation sous forme d'appel d'offres a été lancée en date du 5 septembre 2024, avec une remise des offres fixée au 10 octobre 2024 à 16h00,

CONSIDERANT que la publicité réglementaire a été publiée sur les sites du BOAMP, du JOUE et de la plateforme DEMATIS,

CONSIDERANT que 13 dossiers ont été retirés et 4 anonymement,

CONSIDERANT que 3 plis ont été déposés dans les délais impartis,

CONSIDERANT qu'un courrier de questionnement pour offre anormalement basse a été envoyé au groupement GUINTOLI/SVCR en date du 6 décembre 2024 dont la réponse a été reçue dans les délais impartis et analysée,

CONSIDERANT que suite à la commission d'appel d'offres les membres de la commission décident de classer n°1 l'offre du groupement GUINTOLI/SVCR sise Le Luc en Provence (83),

CONSIDERANT que le groupement présentait les garanties et capacités techniques, professionnelles et financières suffisantes,

CONSIDERANT que le groupement ne sera attributaire du marché qu'après avoir fourni l'ensemble des pièces fiscales et sociales demandées,

CONSIDERANT qu'à défaut de production de ces pièces dans les délais impartis, le marché ne pourra pas lui être attribué,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

DE DECLARER économiquement viable l'offre du groupement GUINTOLI/SVCR.

ARTICLE 3

DE CONSTATER la recevabilité de la candidature du groupement GUINTOLI/SVCR sise Le Luc en Provence (83).

ARTICLE 4

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer le marché ainsi que tous les actes nécessaires à son exécution avec la société GUINTOLI / SVCR qui présente l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères d'évaluation, pour un montant de 1 429 660 € HT, étant précisé que le montant des commandes pour la période initiale de l'accord cadre est défini comme suit :

Seuil Minimum en HT	Seuil Maximum en HT
500 000 €	3 333 333 €

ARTICLE 5

DE DIRE que l'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an, à compter de sa date de notification. L'accord-cadre considéré est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale de l'accord-cadre, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

ARTICLE 6

DE DIRE que les bons de commandes relatifs à cet accord-cadre pourront être émis sur le budget annexe Transports 2025 et suivant, sur l'opération 42288.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 17 février 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	15
CONTRE	0
ABSTENTION	0



